

Prolongation/Révision de la politique pharmaceutique nationale

Deux mois pour élaborer un document crédible devant la communauté internationale



La ministre d'Etat à la Santé, Denise Mekam'ne Edzidzie (c) ouvrant l'atelier de révision de la PPN et de la LNMDME.



Les experts au cours d'une réunion technique à la Direction nationale du médicament.

Styve Claudel ONDO MINKO
Libreville/Gabon

La dernière révision de la Politique pharmaceutique nationale (PPN), en 2009, n'a malheureusement pas été rendue publique. Les médicaments, dont la liste n'est qu'un kit peu exhaustif, souffrent, quant à eux, de carences affectant le circuit d'achat, d'approvisionnement et de distribution. D'où la mise en place d'un comité d'experts qui, pendant deux mois, devra examiner les référentiels liés à ces questions, pour apporter des solutions durables basées sur les normes.

Le lancement des ateliers de révision de la Liste nationale des médicaments et des dispositifs médicaux essentiels (LNMDME) et de la Politique pharmaceutique nationale (PPN) a eu lieu, le vendredi 22 mars 2019, au Méridien Re-Ndama. A cette occasion, un chronogramme de deux mois a été mis en place, pour élaborer un document de stratégie efficace et efficient. D'autant que le Gabon est encore à la traîne, s'agissant de la publication officielle dudit document auprès des instances internationales. Entre avril et mai 2019, les différents experts issus du ministère de la Santé, de l'OMS et des autres départements ministériels, notamment le Budget, l'Économie et l'Enseignement supérieur doivent explorer et améliorer ce document référentiel de la Politique pharmaceutique nationale. En effet, si la PPN est révisable tous les dix (10) ans, il est malheureusement constaté que celle effectuée en 2009 n'a fait l'objet d'aucune communication publique par

notre pays. Aussi, va-t-il falloir réajuster le tir au cours de ces deux mois, délai de rigueur. Une vraie course contre la montre. Concernant la révision de ladite PPN, les experts ont mission d'y apporter des éléments nouveaux portant sur la situation du secteur pharmaceutique, les problèmes prioritaires, les objectifs de cette politique et son orientation. S'agissant de la LNMDME, il sera, par contre, question pour le comité d'experts, d'établir les listes des médicaments sous forme de Dénomination commune internationale (DCI), relativement à la pyramide sanitaire et aux pathologies émergentes. Tout en tenant compte de l'existence des traitements de base minimum.

RESPECT DE LA PYRA-

MIDE SANITAIRE • A l'ouverture de la cérémonie au Méridien Re-Ndama de Libreville, la ministre d'Etat à la Santé, Denise Mekam'ne Edzidzie, a insisté sur un fait: « une bonne politique pharmaceutique nationale doit tenir compte des nouvelles stratégies orientées sur la mise à disposition, à l'endroit des populations, des médicaments de qualité, sûrs, efficaces et à coûts abordables. »

Aussi, le travail du comité multisectoriel mis en place, devra-t-il – avec l'implication d'acteurs étatiques et non étatiques –, déboucher sur une amélioration significative de l'achat, de la gestion en approvisionnement et de la distribution adéquate des médicaments dans les structures sanitaires publiques disséminées sur

l'ensemble du territoire national. Après la période arrêtée pour la phase de consultation des deux documents de référence, à savoir la PPN et la LNMDME, les experts se retrouveront en juin pour les travaux finaux dont les conclusions sont vivement attendues par l'OMS, entre autres. Pour rappel, c'est justement une recommandation de l'OMS qui exige à chaque État membre d'assurer la révision de ces deux référentiels. De sorte que la liste des médicaments, qui n'est qu'un kit minimal non exhaustif, soit disponible dans tous les secteurs de la santé. Et ce, d'un pays à un autre, notamment sur le continent africain.

« Il serait inadmissible qu'un malade à qui l'on a prescrit du Clamoxyl arrive

dans une structure hospitalière et qu'on lui réponde qu'il n'y a pas de médicament. Quand bien même le personnel médical dispose de l'Amoxicilline, qui est le même produit », relevait la directrice du Médicament et de la pharmacie (DMP), le Dr Edwige Okouyi Ndakissa.

La DMP souligne que la liste des médicaments suit la pyramide sanitaire et rend disponible les produits en fonction des structures sanitaires. « Nous ne pouvons pas rendre disponibles certaines classes thérapeutiques de produits pharmaceutiques au niveau des structures primaires. Certains seront ainsi concentrés dans les Centres hospitalo-universitaires (CHU), alors que d'autres le seront dans les Centres hospitaliers régionaux (CHR), les cases de

santé et, enfin, les centres médicaux », a expliqué le Dr Okouyi Ndakissa. Non sans prévenir que la réussite de cette phase de révision passe inéluctablement par le respect de la pyramide sanitaire.

DE QUOI SOUFFRENT LES GABONAIS • Au cours de son exposé, le Dr Inoua Aboubacar a, pour le compte de l'OMS, fait savoir que la révision de la PPN et de la LNMDME permet d'aborder les questions liées au cadre réglementaire. Mais aussi, et surtout, d'évoquer le système d'achat, d'approvisionnement et de distribution du médicament, qui pose énormément problème au niveau du Gabon. « Ce problème n'affecte pas uniquement le public, car il touche également le secteur privé, où la carence des produits pharmaceutiques est parfois manifeste dans certaines structures médicales », a-t-il relevé. Tout en conviant les experts à aborder ces questions, en diagnostiquant sereinement les solutions.

Le responsable technique à l'OMS a insisté sur le fait que la politique pharmaceutique nationale du Gabon doit répondre parfaitement aux besoins du système de santé national. Aussi, « la politique nationale du médicament que nous allons mettre en place a-t-elle pour mission de répondre aux besoins essentiels du profil épidémiologique du Gabon », a confié le Dr Inoua Aboubacar

Pour cela, la mission assignée aux différents responsables sanitaires, notamment, est de déclarer de quoi souffrent les Gabonais. De sorte que la liste des médicaments arrêtée, de commun accord, réponde effectivement à ces préoccupations.



Le président Ali Bongo Ondimba effectuant par le passé une visite au laboratoire Biofam, à Cuba. Les plus hautes autorités accordent un intérêt tout particulier à la question du médicament.